

Chapitre 5

LA PRATIQUE DES AFFAIRES AU VIET NAM

Facteurs à considérer

- Libéralisme de la loi sur l'investissement étranger
- Règlements en cours de révision
- Infrastructure peu développée
- Économie mixte
- Monnaie instable et taux d'inflation fluctuants
- Gestion économique indécise
- Manque de devises fortes
- Abondantes ressources naturelles
- Bassin abondant de main-d'oeuvre
- Protection contre les nationalisations d'entreprises étrangères
- Mise en place progressive d'une économie de marché
- Contraintes au rapatriement des capitaux

5.1 Le climat d'investissement

Avant d'aborder un pays comme le Viet Nam, une entreprise se doit d'étudier tous les facteurs habituels d'investissement. Elle doit notamment se familiariser avec les questions suivantes : contexte politique et économique, climat commercial (régime juridique, règles de vérification, règlements fiscaux, permis d'exercice et autorisations d'investissement), lois et règles bancaires, communications, services de conseillers professionnels et assurances. À l'heure actuelle, le régime vietnamien en matière d'investissement peut être qualifié d'insuffisant ou de rudimentaire, mais les autorités du pays s'efforcent de le raffiner.

Le Viet Nam a adopté l'une des lois les plus libérales en Asie en matière d'investissement étranger afin d'attirer les investisseurs et les devises fortes (voir section 4.5). Cette loi constitue un signal donné à la communauté internationale que le Viet Nam s'ouvre aux affaires et souhaite attirer les capitaux étrangers dans tous les secteurs de son économie. Le gouvernement vietnamien sait que les investissements étrangers sont essentiels dans un pays qui ne dispose pas du capital suffisant pour se procurer la technologie nécessaire à la modernisation de ses infrastructures. Un programme de réforme aussi ambitieux ne pourra réussir sans le ferme engagement des autorités gouvernementales.

Néanmoins, le Viet Nam reste l'un des pays les plus pauvres au monde en raison d'une économie en lambeaux, d'une bureaucratie lourde et désuète, d'une législation confuse et mal adaptée, d'un chômage massif, d'une corruption généralisée, de la contrebande et du marché noir et d'une infrastructure vétuste. Les perspectives de développement économique sont donc mitigées.